

Guinée équatoriale

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

L'économie de la Guinée équatoriale a souffert des effets de la pandémie de COVID-19. La baisse de la demande mondiale et des prix du pétrole causée par la crise, et le déclin de la consommation des ménages et de l'activité des entreprises dû aux mesures prises pour enrayer la propagation de la maladie ont exacerbé les problèmes de croissance déjà sérieux du pays. Le PIB réel a baissé de 6,1 % en 2020 et de 5,6 % en 2019. C'est la huitième année de récession consécutive, en raison des problèmes de croissance du secteur pétrolier (- 7,2 %) et non pétrolier (- 4,7 %). Du côté de la demande, l'investissement s'est contracté de 35 % et malgré la chute de la production, les prix ont monté. L'inflation a augmenté à 3 % en 2020, contre 1,2 % en 2019, en raison de la détérioration des termes de l'échange due à la pandémie et de l'aggravation de la situation monétaire. En conséquence, la Banque des États de l'Afrique centrale, plutôt que d'essayer de réduire la liquidité du système bancaire, a proposé une série de mesures de soutien aux économies de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) en diminuant le taux d'intérêt directeur et le taux de la facilité de prêt marginal (de 3,5 % à 3,25 % et de 6 % à 5 % respectivement). Le pays a connu un déficit budgétaire estimé à 4,7 % du PIB en 2020, malgré la consolidation fiscale menée dans le cadre de l'accord avec le Fonds monétaire international (FMI) qui avait permis, en 2018 et 2019, de générer un excédent budgétaire de 0,5 % et de 1,6 % du PIB respectivement. Le déficit des opérations courantes s'est creusé à 9,9 % du PIB en 2020, contre 5,9 % en 2019, à la suite de la détérioration des termes de l'échange et d'une baisse de 41,5 % des exportations de pétrole.

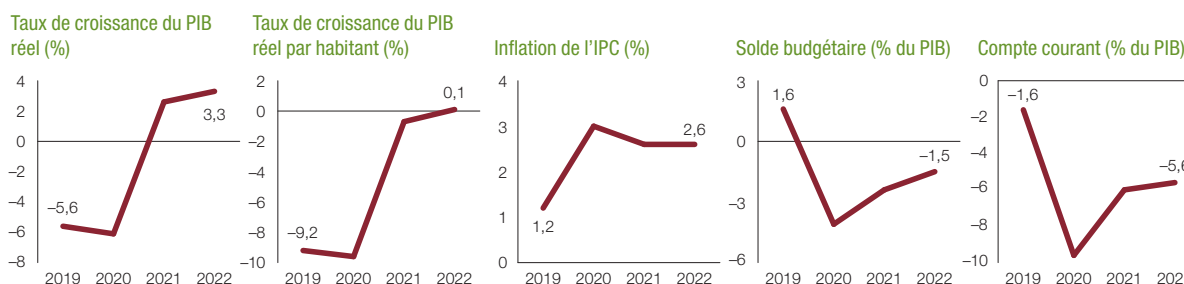
Perspectives et risques

La réussite d'un grand projet gazier et le redressement de l'économie mondiale d'ici la deuxième moitié de l'année font espérer une croissance économique de 2,6 % en 2021.

Cependant, on s'attend à une nouvelle récession dans le pays en 2022, avec un déclin du PIB réel de 4,4 %. Le taux d'inflation devrait se stabiliser à 2,9 % sur les deux prochaines années, restant ainsi dans la limite de 3 % de la CEMAC. Le déficit budget devrait être de 2,4 % du PIB en 2021 et de 1,5 % du PIB en 2022. Le solde du compte des paiements courants devrait rester déficitaire à 6 % du PIB en 2021 et s'abaisser à 5,6 % l'année suivante. Le principal facteur de risque pour l'économie du pays, outre une prolongation de la pandémie, reste le manque de diversification de son économie pétrolière, auquel s'ajoute la faiblesse structurelle d'un capital humain insuffisant. En effet, le pays souffre d'un déficit de capacité, tout particulièrement en termes de gestion des finances publiques et de gouvernance, ce qui entrave la mise en œuvre effective de la politique de transformation économique et sociale.

Questions et options de financement

La dette extérieure de la Guinée équatoriale, dont la Chine est le principal créancier extérieur (représentant près de 75 % de la dette publique extérieure), était faible à environ 11,1 % du PIB en 2019. Cependant, le taux d'endettement public s'élevait à 41,1 % du PIB en 2019 contre 12,6 % en 2014, car depuis le début de la crise des matières premières, d'importants arriérés de paiement nationaux se sont accumulés, augmentant l'encours de la dette. En outre, l'accroissement de la dette extérieure pourrait exacerber la vulnérabilité du pays à l'avenir. Néanmoins, le gouvernement s'est engagé à améliorer ses pratiques de gestion de la dette publique. Dans le cadre du programme de réformes soutenu par le FMI, la stratégie nationale de gestion de la dette consistera essentiellement à ne contracter aucun nouveau prêt ni aucune facilité d'emprunt garanti pendant trois ans. Le financement supplémentaire contracté pour la lutte contre la Covid-19 a fait augmenter l'encours de la dette publique jusqu'à 54,6 % du PIB en 2020. Ce pourcentage devrait retomber à 48,7 % du PIB en 2025.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.